

UNION NATIONALE DES ECRIVAINS DE FRANCE  
8, rue d'Anjou  
Paris VII

## LETTRE OUVERTE AU MINISTRE DE LA CULTURE Frédéric Mitterrand

Paris, ce 7 février 2010

Vos réf. : CC/6261/LTO

Monsieur le Ministre,

En réponse à notre demande de retrait de la nouvelle politique culturelle de confrontation de l'art classique et de l'art « contemporain » officiel subventionné, vous protestez de la *légitimité de ce procédé* qui, selon vous, renouerait avec la *création la plus vivante* alors que le monde entier n'y voit que l'art de la spéculation internationale en réseau ; le symbole même de la crise, de la *création mortifère* de ces bulles de fausses valeurs toxiques qui asphyxient nos sociétés ; des pratiques spéculatives hautement condamnées par le Président Nicolas Sarkozy.

Hélas, il ne s'agit ici nullement de renouer avec la création classique mais de jouer sur le ressort du scandale et de la profanation pour faire monter la cote. Comme vous le savez, Versailles n'a pas été au XVII<sup>ème</sup> siècle, un simple lieu d'expérimentations *éphémères* – l'art de valoriser les « déchets<sup>1</sup> » – mais, bien au contraire, le « lieu de réalisation » *immortel* du chef d'œuvre de Louis XIV persistant à faire l'admiration du monde entier, jusqu'à nos jours, au profit de la France.

Hélas, pareilles expositions forcées témoignent de la vitalité de la dictature culturelle en France et de la franche « coupure », totalement justifiée<sup>2</sup>, entre l'admiration universelle du public pour les « beaux arts » de Versailles, et son dégoût pour un art officiel de commande d'objets déplacés et dont le gigantisme déshumanisé lui rappelle fâcheusement les régimes totalitaires.

Hélas, quant aux échos « très favorables rencontrés, tant en France qu'à l'étranger », invoqués par vous, il n'en est rien, le rejet ayant été à plus de 95 % : auprès du personnel du château, des touristes, des guides interprètes<sup>3</sup>, des intellectuels, des véritables artistes contemporains (non subventionnés !) et du propre Ministre de la culture, Christine Albanel, qui a désavoué l'exposition de Koons le 4 janvier 2009.

Hélas, votre lettre ne répond pas à l'essentiel de notre argumentation, notamment sur l'aspect juridique, sur la question du mandat démocratique et sur la dégradation constante du prestige et de l'image culturelle de la France dans le monde, *depuis la création du Ministère de la culture*. Avant toute nouvelle action de Résistance culturelle à Versailles, il me semble conforme à l'Etat de droit démocratique que nous puissions développer, devant vous, notre argumentation et ses enjeux majeurs au regard des déclarations du chef de l'Etat sur la place de la culture au centre de la politique.

Au vu de la nouvelle provocation de l'exposition Murakami à Versailles, alors que la presse servile en appelle déjà à *cor et à cri* à la « polémique<sup>4</sup> »..., nous souhaitons donc vous rencontrer avec un représentant des artistes contemporains ainsi qu'un représentant du marché de l'art français, et nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Pierre CHARIE-MARSAINES  
Président d'honneur, Commandeur de la Légion d'Honneur

Arnaud-Aaron UPINSKY  
Président

<sup>1</sup> Propre terme de Jean-Jaques Aillagon.

<sup>2</sup> Intellectuellement, artistiquement, juridiquement et démocratiquement.

<sup>3</sup> « Et ceux qui persistent à se gausser du nouvel art officiel, au goulag » in « Arrête de faire le Koons ! » (Le canard enchaîné du 24 septembre 2008).

<sup>4</sup> « Polémique manga au château de Versailles », Le Parisien, 12 décembre 2009.